

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 60.497 du 26 juin 1996

A.66.235/VI-12.812

En cause : **DONNEAU** Annick,
rue Général Collins 70
4000 Liège,

contre :

**1. le Jury d'examens de la troisième année
d'études d'infirmière graduée de
l'Institut Sainte-Julienne de Liège,**

**2. le Pouvoir organisateur de l'Institut
Sainte-Julienne de Liège,**

ayant élu domicile chez
Mes Georges LIENART et
Véronique MARTIN, avocats,
rue Courtois 32
4000 Liège.

LE PRESIDENT DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 6 novembre 1995 par Annick DONNEAU qui demande l'annulation de la décision du 8 septembre 1995 du jury d'examens de la troisième année d'études d'infirmière graduée de l'Institut Sainte-Julienne de Liège, la déclarant refusée;

Vu l'arrêt n° 57.148 du 20 décembre 1995 rejetant la demande de suspension de l'exécution de la décision attaquée;

Vu le mémoire en réponse;

Vu le rapport de M. BOUVIER, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 14bis, § 1^{er}, du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 11 juin 1996 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 25 juin 1996 à 10 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. ANDERSEN, président de chambre;

Entendu, en ses observations, Me M. NIESTEN, loco Me G. LIENART, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. BOUVIER, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le mémoire en réponse a été notifié à la partie requérante le 22 mars 1996;

Considérant que l'article 21 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat dispose, en son alinéa 2, que lorsque la partie requérante ne respecte pas les délais prévus pour l'envoi des mémoires, il est statué sur l'affaire, les parties entendues ou dûment appelées et sur l'avis de l'auditeur, en constatant l'absence de l'intérêt requis; que mention de l'article 21, alinéa 2, précité a été faite lors de l'envoi à la partie requérante d'une

copie du mémoire en réponse, conformément à l'article 14bis, § 2, du règlement général de procédure;

Considérant que la partie requérante n'a pas déposé de mémoire en réplique dans le délai réglementaire de soixante jours; qu'à l'audience du 25 juin 1996, elle n'était ni présente ni représentée; qu'il y a dès lors lieu de constater l'absence de l'intérêt requis,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 4.000 francs, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le vingt-six juin 1900 nonante-six par :

M. ANDERSEN, président de chambre,
M^{me} MALCORPS, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M. -Chr. MALCORPS.

R. ANDERSEN.